

LA VIE DU GROUPE

L'unification de notre groupe avec la tendance qui s'était dégagée dans la F.F.G.C. lors des discussions qui ont eu lieu cet hiver (1) s'est réalisée au début du mois de juin. Nous publions plus loin la Déclaration politique que ces camarades ont rédigée à la fois pour se délimiter des positions de la Gauche communiste (bordiguistes) et pour définir les lignes générales de leur accord avec les conceptions que « Socialisme ou Barbarie » a défendues jusqu'ici. Les lecteurs constateront que cet accord embrasse tous les points essentiels; quant à ce qui peut subsister d'imprécisions ou de divergences secondaires, leur clarification ne pourra se faire qu'au cours du travail en commun au sein du groupe unifié.

Pour ce qui est de la critique des positions de la Gauche bordiguiste, un texte rédigé par les camarades signataires de la Déclaration politique sera publié dans notre prochain numéro.

Lors de la première réunion commune, la Résolution statutaire publiée dans le N° 2 de « Socialisme ou Barbarie » fut adoptée provisoirement comme règlement organisationnel du groupe unifié, et le Comité responsable a été élargi par la participation de camarades représentant les signataires de la Déclaration politique.

DECLARATION POLITIQUE

rédigée en vue de l'unification
avec le Groupe « Socialisme ou Barbarie »

Octobre 1917 en Russie et les mouvements révolutionnaires qui suivirent la première guerre impérialiste semblaient avoir ouvert un processus de renversement rapide du système d'exploitation capitaliste. Non seulement le capitalisme est toujours debout après une deuxième guerre mondiale, non seulement il a constamment renforcé son oppression et menace d'entraîner les masses dans une nouvelle guerre, mais l'organisation même des travailleurs a complètement disparu. Leurs deux armes éprouvées de lutte, le parti et le syndicat, se sont transformées en instruments de la classe qui les exploite. La révolution prolétarienne victorieuse en Russie a fait place à un régime d'exploitation qui a eu une influence déterminante dans la crise du mouvement ouvrier.

(1) V. « Socialisme ou Barbarie », N° 5-6, p. 145-146.

Pourtant, les conditions pour la reconstruction de ce mouvement n'ont pas disparu, tout le contraire : dans sa phase actuelle, le capitalisme continue à développer les prémisses objectives d'une société socialiste, le rôle et les possibilités révolutionnaires du prolétariat s'accroissent, les postulats essentiels de sa doctrine, le marxisme, restent le fil conducteur pour toute action de classe.

Mais la reconstruction d'un mouvement communiste à l'échelle internationale n'est concevable que comme le dépassement de la phase précédente de ce même mouvement. Au renforcement des énergies révolutionnaires du prolétariat correspond le développement de la théorie révolutionnaire; ce développement n'est aujourd'hui possible que si les militants et les groupes révolutionnaires prennent conscience des profonds changements intervenus dans la structure du capitalisme, dans les rapports entre les classes, de la signification des principaux événements de la période qui débuta en 1914, des forces sociales et politiques nouvelles qui se sont manifestées.

Les éléments essentiels d'un tel dépassement, sur le plan théorique et politique, peuvent déjà être dégagés aujourd'hui : ils concerneront aussi bien l'analyse de la situation et des perspectives que la tactique de lutte et les objectifs de la Révolution. Leur concrétisation dans un programme est étroitement dépendante de la lutte de classe du prolétariat; mais cette lutte elle-même ne pourra se développer et prendre son sens que dans la mesure où les conceptions fondamentales de ce programme, diffusées dans la classe par une avant-garde organisée, seront reconnues comme les leurs par les ouvriers les plus avancés.

LE PROCESSUS DE CONCENTRATION DU CAPITALISME.

La deuxième guerre mondiale et la période qui a suivi n'ont pas apporté de solution à la crise permanente du système capitaliste, dont l'ouverture coïncide avec la guerre de 1914-18. La contradiction fondamentale entre ce développement des forces de production et les rapports sociaux d'exploitation a été au contraire portée à un degré moult de violence : l'exacerbation des contrastes de classe, des difficultés économiques, des luttes impérialistes, en sont les manifestations permanentes.

C'est sous leur poussée que se poursuit dans le monde le processus de concentration capitaliste : ses formes concrètes traduisent l'effort de la classe dominante pour maîtriser ces difficultés et pour juguler le contraste de classe.

En Occident, se produit une osmose entre l'appareil d'Etat et les groupes capitalistes privés; en Orient, une étatisation radicale de l'économie. Dans les deux cas, l'Etat, de simple instrument de coercition se transforme en instrument de gestion des forces de production. Mais ceci ne va pas sans des profondes transformations de la classe dont il est l'instrument de domination. Le contrôle et la gestion des forces de production l'appropriation directe du surtravail par l'Etat suppose la substitution d'une bureaucratie exploiteuse à l'ancien patronat (capitalisme d'Etat achevé) ou entraîne sa croissance aux dépens de ce dernier. En devenant propriété d'Etat, les forces de production deviennent en fait propriété collective.

de la bureaucratie. La nécessité d'un contrôle et d'une direction de toutes les activités sociales, que seul l'Etat peut assurer constitue la base objective du développement de cette bureaucratie, dont le rôle est essentiellement différent de la bureaucratie traditionnelle, simple instrument d'exécution.

Dans les pays de capitalisme d'Etat achevé, les rapports entre l'Etat en tant que « machine de domination d'une classe par une autre », et la classe dominante ne sont plus des rapports extérieurs : dire que l'Etat est propriétaire des forces de production, qu'il dirige celles-ci et la distribution, ne signifie pas qu'il soit devenu lui-même classe dominante, ni qu'il ait perdu son caractère d'instrument. C'est dire qu'il est désormais l'instrument de la classe dominante dans tous les domaines et que celle-ci dirige de l'intérieur de cet Etat, qu'elle est une classe bureaucratique. En effet, si elle continue à se distinguer par ses fonctions de direction, celles-ci ne reposent plus sur des titres de propriété, ni ne sont plus garanties par eux. On peut ajouter que ses revenus sont inséparables de ces fonctions dirigeantes, contrairement à ce qui est le cas dans les phases précédentes du capitalisme.

Dans les pays occidentaux, et pour des raisons historiques concrètes, cette transformation n'en est encore qu'à ses débuts; ses rythmes et ses voies sont différents. La nécessité d'un contrôle et d'une direction totaux de la société s'exprime à la fois par l'interpénétration des trusts et de l'Etat, par l'extension du contrôle de celui-ci sur la vie sociale, par le développement de la « propriété étatique », par la croissance d'un appareil politique et syndical de contrôle de la force de travail. Non seulement la bureaucratie croît en nombre mais ses fonctions dans la gestion des forces de production deviennent toujours plus importantes; ses intérêts sont liés à la poursuite de la concentration, dont elle exprime les formes concrètes au même titre que les dirigeants des grandes entreprises privées.

Une telle évolution rencontre la résistance de la quasi-totalité de la bourgeoisie traditionnelle, car elle signifie à la fois la disparition des bourgeois comme catégorie sociale et des titres sur lesquels s'appuie leur domination. La transformation que subit la société capitaliste en passant de la domination des monopoles à celle de la bureaucratie est incontestablement beaucoup plus profonde que lors du passage de l'économie concurrentielle au monopole. Comme cependant, la domination bureaucratique n'est que la dernière forme historique de la domination du capital sur le travail, la société d'exploitation ne change pas de nature profonde.

Il n'y a donc pas de lutte de classe entre la bourgeoisie et la bureaucratie. Il y a transformation totalitaire de la société, disparition de la propriété privée, apparition de nouvelles couches remplaçant la bourgeoisie-propriétaire classique mais assurant le maintien du régime capitaliste dans sa phase de décadence et exprimant du point de vue historique, la continuité d'une classe dominante capitaliste.

Sur le plan mondial, la concentration économique et politique se manifeste par la tendance à la disparition des unités nationales en tant qu'impérialismes, même mineurs, au profit de deux grandes puissances : U. S. A. et U. R. S. S.

La lutte entre ces deux blocs, lutte militaire en dernière analyse, vise à l'appropriation des sources de matières premières, des instruments de

production et de la force de travail exploitable à l'échelle mondiale, se substituant à la lutte concurrentielle du capitalisme classique.

Les différences de structure interne des deux blocs, de la classe dominante dans chacun d'eux, lui impriment des caractères nouveaux par rapport aux luttes impérialistes du début du siècle. C'est dans ces différences-là que les propagandes de guerre respectives cherchent leur justification. Mais pas plus qu'on ne peut parler de lutte de classe bourgeoisie-bureaucratie au sein d'un des deux blocs, on ne peut le faire sur le plan international.

BLOC OCCIDENTAL ET BLOC RUSSE.

La réorganisation du monde occidental tentée par l'Amérique depuis la guerre a prouvé qu'elle ne pouvait ni rétablir un marché mondial fonctionnant normalement, ni résoudre le problème d'une accumulation croissante dans les pays vassaux des U. S. A. Le secteur occidental comprenant des pays hautement industrialisés, la question de la planification de leur production signifie, en fait, pour la plupart d'entre eux la limitation de cette production, que le groupe le plus puissant — les U. S. A. — leur imposera. C'est ce qui arrive déjà aujourd'hui et qui ne peut que s'accroître.

En ce qui concerne les U. S. A. eux-mêmes, la production de guerre sera de plus en plus le moteur de l'activité économique, mais les autres pays du Bloc en seront à peu près exclus.

Dans le Bloc russe il y a eu intégration des différentes économies nationales à un complexe dominé par la puissance et les intérêts du capitalisme d'Etat russe. C'est un phénomène de même nature que la polarisation autour de l'Amérique au sein du Bloc occidental. Mais le processus s'est effectué beaucoup plus rapidement; il s'est déroulé sur la base d'une étatisation totale des différentes économies; il ne pose pas enfin, pour ce secteur le problème de limitation de la production.

Cette intégration de forces nouvelles de production représente en fait une expansion de la bureaucratie répondant aux nécessités de conservation et d'accroissement de ses privilèges. Cette expansion fut possible à cause de la faiblesse traditionnelle des bourgeoisies de l'Est européen, encore aggravée par la guerre. Ce dernier facteur explique à son tour les formes sociales de l'expansion (étatisation) si on le joint à l'existence dans ces pays d'une bureaucratie syndicale, politique et militaire « ouvrière », développée dans les conditions de la Résistance.

Le développement de l'appareil productif des pays de ce secteur par le besoin de dépenser leur infériorité face au bloc occidental, la production russe suffisant à peine à assurer le maintien et l'accroissement du potentiel de guerre, la consommation de la classe dominante et les besoins élémentaires des exploités, le problème qui se pose n'est pas celui d'une limitation mais d'une augmentation de la production des pays satellites dans ce triple but.

Le fait même que leur industrialisation ne soit apparue qu'en liaison avec la dislocation du marché mondial et qu'elle ne se justifie que par les exigences de domination mondiale de la bureaucratie russe, suffisent à prouver que le bloc oriental n'échappe pas plus à la crise permanente du capitalisme que le bloc occidental, crise qui doit culminer dans la destruction de l'appareil productif au cours de la guerre elle-même.

LES CONDITIONS OBJECTIVES DU SOCIALISME.

La crise du mouvement ouvrier a pu suggérer la thèse défaitiste d'une disparition des conditions objectives de la révolution prolétarienne et du socialisme en régime de capitalisme d'Etat. Examinant la situation en Russie, certains ont conclu à la disparition de la lutte des classes, à l'abaissement du prolétariat en une classe d'esclaves concentrationnaires et au caractère négatif du développement des forces productives dans ces conditions.

Certes, l'organisation de la société en capitalisme d'Etat entraîne des modifications importantes dans les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et dans ses rapports avec la classe exploitrice. La disparition du marché libre du travail, de la libre concurrence entre salariés, des organismes de défense des ouvriers, de la grève légale ou tolérée, des possibilités de déplacement libre de la main-d'œuvre, sont des faits incontestables.

Mais ce qui différencie le prolétariat des autres classes exploitées de l'histoire n'est pas qu'il puisse vendre librement sa force de travail ou que le prix de celle-ci s'établisse librement par le jeu de l'offre et de la demande, libertés toutes relatives même en régime capitaliste classique.

C'est sa concentration dans les droits de travail, le fait qu'il emploie les engins de la production moderne, qu'il s'assimile sa technique, que ses conditions de vie, ses besoins et ses rapports avec la classe dominante s'uniformisent de plus en plus.

En régime de capitalisme d'Etat, aucune nouvelle classe productive n'apparaît et le prolétariat reste la seule classe qui, de par sa position dans la production, ait intérêt à réaliser l'organisation collective de cette dernière, qui seule peut permettre le développement de la civilisation.

L'extension des camps de concentration en Russie se relie aux besoins de la colonisation intérieure de territoires particulièrement impropres à l'exploitation et à la pénurie d'équipement dont continue à souffrir ce pays. Ce sont ces deux facteurs qui expliquent la forme ainsi prise par la répression politique. Mais il est évident que la généralisation du phénomène concentrationnaire est impossible dans les conditions d'une production moderne : ce ne sont pas les concentrationnaires à peine nourris et vêtus qui peuvent assurer la marche des usines modernes ou des kolkhozes mécanisés. Il est donc tout à fait faux de parler de disparition du prolétariat.

Il est tout aussi faux de conclure à la disparition de la lutte des classes du fait que celle-ci ne se manifeste plus, en régime de capitalisme d'Etat, dans les formes classiques que nous lui connaissons. L'exploitation d'une classe par l'autre (du prolétariat par la bureaucratie) suscite nécessairement une lutte de classe : dans les conditions d'un régime totalitaire, cette lutte se manifeste sous sa forme la plus élémentaire comme résistance des ouvriers à la production ce qui est précisément le cas dans les pays bureaucratés.

Il est vrai que les conditions objectives de la révolution prolétarienne résident, au delà de la simple existence de cette lutte, dans la capacité de

la classe ouvrière à gérer la production et dans l'impossibilité pour la classe exploitrice d'assurer à la fois le développement des forces productives et le maintien de sa domination. Une telle impossibilité ne se présente pas sous la forme d'une faillite radicale et soudaine du REGIME : elle se vérifie dans l'accentuation de toutes ses contradictions, dans l'inégalité du développement économique et le ralentissement de son système, elle se manifeste essentiellement par le cycle infernal de guerres ouvert en 1914.

Pas plus le capitalisme d'Etat que le capitalisme classique ne sont capables de la résoudre, car elle dérive de l'appropriation du sur-travail des masses par une minorité privilégiée, qui est la négation même de l'organisation collective de la production et qui est commune aux deux formes.

LA CLASSE OUVRIERE ET L'EVOLUTION DU CAPITALISME.

Pendant la deuxième guerre mondiale, tout comme dans la période qui a suivi, l'antagonisme des classes, utilisé pour des buts impérialistes, s'est manifesté sous une forme méconnaissable mais souvent avec une ampleur et une violence caractéristiques de la puissance et du rôle du prolétariat dans la société moderne.

Cependant, à aucun moment, la classe ouvrière n'est arrivée à se dégager de l'emprise des idéologies de la classe dominante. Si ses fractions les plus actives n'attendent plus rien de la société bourgeoise, c'est parce qu'elles attendent tout d'un régime qu'elles croient socialiste et qui est en fait le capitalisme d'Etat : leur expérience a été surtout négative.

Dans la marche de la société au totalitarisme économique et politique, la victoire de la classe exploitrice s'est manifestée sous deux formes : d'une part, dans l'échec de la révolution européenne qui a entraîné la contre-révolution en Russie, de l'autre, dans l'incapacité de l'avant-garde ouvrière à comprendre l'évolution du régime, soit en définitive les causes de cet échec.

Aussi, l'actuelle attitude politique des ouvriers, si elle exprime la domination du capital, représente également une certaine phase de la conscience que les ouvriers ont de cette domination et des moyens qu'ils pensent devoir employer pour s'en affranchir. C'est ainsi que leurs positions actuelles se rattachent à la phase précédente du mouvement ouvrier.

Celle-ci s'ouvrit par la victoire révolutionnaire en Russie et la fondation de la III^e Internationale. Ces deux événements signifiaient que la classe ouvrière avait **historiquement** dépassé la phase du réformisme social-démocrate et qu'elle se posait la question de la prise du pouvoir et de la gestion de la société.

L'insurrection d'octobre 1917 se présentait comme la première explosion d'une lutte internationale. L'objectif de celle-ci, le socialisme, ne pouvait être rejoint que sur le plan mondial. C'est en effet, seulement sur le plan mondial que peut être réalisé, dans le cadre d'une économie collective gérée par les travailleurs, le développement des forces productives permettant la satisfaction des besoins matériels et culturels de toute la population.

Les tâches de la révolution russe étaient doubles : d'une part, commencer la transformation de l'économie dans un sens socialiste; de l'autre, impulser la lutte révolutionnaire mondiale. Elles ne pouvaient être accomplies que par l'intervention croissante des masses qui caractérise la période transitoire vers la société sans classes. C'est dans le développement constant de cette intervention QUE RESIDE toute possibilité de transformation socialiste de l'économie et d'orientation révolutionnaire du nouvel Etat. Cela signifie que le niveau politique, de couches de plus en plus larges d'ouvriers se hausse à celui de l'avant-garde elle-même, que les organes de masse qui constituent l'armature de l'Etat prolétarien sont, sous l'impulsion du parti de classe agissant en leur sein, les dirigeants effectifs de la vie politique et économique.

Un tel processus n'a pas pu se développer en Russie. Au lendemain de la prise du pouvoir, le régime prolétarien s'est trouvé devant une situation de pénurie extrême qui s'est aggravée au cours des années suivantes. Au faible développement des forces de production correspondait celui d'un prolétariat concentré dans quelques régions industrielles isolées et dont le niveau technique et culturel était relativement bas.

L'intervention révolutionnaire de la classe ouvrière, si elle a pu renverser l'ancienne société, n'est pas parvenue dans ces conditions à se développer sur le terrain de l'organisation économique et politique du nouveau régime. Les essais des travailleurs pour gérer la production, dépassant par là même le programme bolchévique de simple contrôle, se sont révélés impuissants à assurer le minimum de produits indispensables à la population et à faire face aux besoins de la guerre civile.

La politique économique du parti bolchévik se posait comme objectif la croissance des forces productives. Dans son premier stade, par le rétablissement d'une production courante, elle tendait à résoudre la question la plus urgente : la défense militaire de la révolution. Elle devait entraîner par la suite et parallèlement à la liquidation des formes économiques prébourgeoises et bourgeoises, un relèvement du niveau de vie du prolétariat de son niveau culturel, l'apprentissage de la gestion de l'économie par les ouvriers. Il s'agissait d'une politique d'attente de la révolution en Europe : en faisant entrer dans le camp prolétarien des pays hautement industrialisés, celle-ci poserait ces problèmes à l'échelle internationale et dans des conditions infiniment plus favorables.

Le premier point fut atteint. Mais au prix de la création, par le parti bolchévik, d'un puissant appareil étatique détaché des masses et s'appuyant non sur les organismes soviétiques, mais sur une bureaucratie qui devint bientôt inamovible et irrévocable. Parallèlement à ce processus d'étatisation, le rôle des Soviets, des Comités d'usine fut de plus en plus limité : ils perdirent leur caractère d'organisme de masse et de pouvoir pour se transformer en simples rouages de transmission.

D'autre part, le parti se confondit de plus en plus avec les organes d'Etat. Il commença lui-même à se bureaucratier, à fonctionner comme une machine administrative, l'échange entre les militants et la direction devenant acceptation passive des directives de la première.

C'est ce régime là que Léine qualifiait de « capitalisme d'Etat » et dont il avait déjà aperçu les tendances bureaucratiques; mais pour lui, comme pour tous les bolchéviks, le contrôle que le parti exerçait sur le

régime était une puissante garantie de son orientation révolutionnaire. Or, le « contrôle du Parti sur l'Etat » changeait de signification, au fur et à mesure que Parti et Etat se confondaient et qu'au sommet des deux apparaissait une bureaucratie toute puissante. Le développement de la production se poursuivait dans un sens inverse à celui des intérêts des travailleurs qui se virent progressivement réduits au rôle de simples exécutants.

La régression des caractères prolétariens de l'Etat et du parti s'aggrava dans la mesure même où les échecs du prolétariat international accentuaient l'isolement de la Russie. La puissance du capitalisme se manifestait dans les difficultés du régime russe; elle s'affirmait aussi dans le retard DE LA classe ouvrière à former ses partis communistes, dans la méthode même de leur formation, dans l'influence persistante de la social-démocratie dans les pays les plus industrialisés. La perspective révolutionnaire éloignée après la défaite du mouvement de 1929 en Allemagne, la bureaucratie russe passa à l'attaque et formula ses premiers « principes » politiques : « socialisme dans un seul pays », « étatisation = socialisme ». Elle élimina progressivement les éléments révolutionnaires du Parti et de la classe ouvrière. Au travers des plans quinquennaux, elle affirma sa puissance économique, et sa solidité de classe en liquidant les couches sociales liées à la propriété privée. Elle se révéla en Russie comme la seule classe exploitricie capable de réaliser la planification et la concentration de l'économie vers lesquelles le capitalisme moderne s'oriente dans le monde entier.

Sur le plan international, la pression des bourgeoisies et de la bureaucratie russe entraîna les partis de la III^e Internationale dans une dégénérescence tout à fait nouvelle par rapport à celle de la II^e Internationale : le révisionnisme et l'opportunisme se firent jour, mais toujours en liaison avec les intérêts du régime russe et ils passèrent peu à peu sous le contrôle d'une hiérarchie de fonctionnaires dépendant directement de Moscou.

Aujourd'hui, les partis staliniens sont à la fois les instruments de la politique étrangère russe et les soutiens de la forme la plus moderne de l'exploitation capitaliste. Dans les pays bourgeois mineurs, ils ont rallié à eux de larges couches de la bureaucratie « ouvrière » et d'éléments non-prolétariens, tous directement intéressés à l'étatisation dont ils voient la réalisation la plus parfaite dans le régime russe actuel. L'opposition réelle de ces partis aux partis privés et aux institutions traditionnelles découle à la fois de leur rôle d'étatisateurs et de représentants d'une puissance étrangère; elle leur permet, dans les pays « ennemis », d'utiliser les revendications ouvrières pour les besoins de leur cause. C'est le fait qu'ils soient les seuls opposants et des liquidateurs de la propriété privée qui leur conserve l'adhésion des fractions les plus actives de la classe ouvrière.

Mais même dans les pays où l'influence du stalinisme est presque nulle, U.S.A. Angleterre, l'attitude politique des ouvriers ne diffère pas fondamentalement. Leur soutien du travaillisme, de la bureaucratie syndicale américaine, est au fond de même nature que leur soutien du stalinisme ailleurs. En fait et quelles que soient les formes de la propagande officielle, la classe ouvrière a partout adhéré aux nationalisations « programmes sociaux », aux planifications étatiques, en somme à tout ce qui constitue le

capitalisme d'Etat et qui, entraînant la disparition de la propriété privée, est apparu à ses yeux comme transformation socialiste de la société.

Ainsi l'attitude actuelle de la classe ouvrière apparaît tout d'abord comme l'expression du retard de sa conscience politique par rapport à l'évolution du capitalisme lui-même; elle se rattache à une période du mouvement ouvrier où la lutte se déroulait dans le cadre des institutions de la démocratie bourgeoise et de la propriété privée, dont la liquidation apparaissait comme un but proprement socialiste.

La réalisation progressive de cette liquidation par le capitalisme lui-même, avec le développement de nouvelles couches exploiteuses assurant la relève de la bourgeoisie, a déterminé la conversion des organisations ouvrières traditionnelles en organismes de gestion de la force de travail, organismes que la nouvelle forme d'exploitation réclame. Ce sont les formes et les résultats concrets d'une telle conversion que l'attitude de la classe ouvrière exprime, du point de vue politique et idéologique, aujourd'hui.

Il n'y a pourtant rien de permanent dans cette situation; l'évolution du capitalisme, en concentrant dans les mains de l'Etat la gestion de la production, a fusionné les exigences politiques et économiques de la classe dominante; elle a, du même coup, conféré un caractère politique à toutes les revendications prolétariennes. Celles-ci mettent immédiatement en cause le fonctionnement de l'appareil étatique qui s'identifie avec la classe exploitrice et apparaît comme tel aux prolétaires. Loin de les faire reculer, le capitalisme d'Etat ne fait que créer les conditions qui situent les luttes ouvrières à un niveau objectivement supérieur à celui de la phase précédente.

Les manifestations concrètes de cette situation sont déjà perceptibles aujourd'hui. Elles le seront à une échelle bien plus large dans les années à venir: tout comme le prolétariat du bloc russe fait l'expérience du «socialisme stalinien», celui des autres pays fera celle des mesures planificatrices et totalitaires des démocraties atomiques, expérience qui ne pourra pas ne pas être concluante.

Dans l'évolution des deux blocs impérialistes, subsisteront pourtant les différences de forme et de rythme; elles seront exploitées à fond par les partis staliniens. Mais ceux-ci rencontreront dans de larges couches ouvrières une hostilité croissante. Celle-ci sera déterminée par le fait que les mesures sociales, économiques et politiques dans les deux blocs présenteront des caractères frappants d'identité; elle le sera également par la politique même du stalinisme, vis-à-vis de la classe ouvrière. Dans la mesure où se précisera le prochain conflit militaire, l'action des partis staliniens deviendra elle-même de plus en plus militaire. L'utilisation des revendications ouvrières perdra son caractère pseudo-réformiste, qu'elle conserve partiellement aujourd'hui; l'action anti-américaine prendra le pas sur les revendications économiques; les luttes seront déclenchées, sans souci de leurs possibilités de réussite, dans un simple but de sabotage.

C'est ainsi que dans sa phase actuelle le système mondial d'exploitation développe les conditions qui peuvent permettre à des couches importantes de prolétaires de prendre conscience de leurs intérêts et de leurs buts et d'identifier leurs ennemis, c'est-à-dire de s'organiser en avant-garde révolutionnaire à l'échelle internationale.

SIGNIFICATION ET PROGRAMME DE L'AVANT-GARDE.

Ni l'accroissement des conditions objectives du socialisme, ni la permanence de la lutte de classe ne permettent d'affirmer l'inévitabilité de la victoire du prolétariat sur ses exploités.

Le socialisme suppose la destruction préalable de l'appareil politique et économique de la classe dominante, destruction opérée dans une situation de crise, par l'action organisée de la classe ouvrière.

Mais les conditions même de l'exploitation à laquelle elle est soumise, font que la conscience de son propre rôle, des buts et des moyens de sa lutte ne peut être acquise par la majorité de la classe avant la révolution même. Dans toute autre situation, c'est seulement une minorité de celle-ci qui peut arriver à cette conscience. Dans la mesure où cette minorité apparaît, formule et précise son programme, s'organise, est rejointe par les meilleurs éléments de la classe, il y a là le signe d'un profond changement de l'attitude de cette dernière face au régime exploiteur: la manifestation d'une progression de la classe vers la lutte révolutionnaire, c'est essentiellement la formation et le développement à l'échelle internationale de l'avant-garde organisée en parti.

Le rôle de l'avant-garde dans la lutte de classe est déterminé par les éléments concrets qui la distinguent des organisations de masse que la résistance des ouvriers à l'exploitation ou leur lutte révolutionnaire a suscitées au cours de l'histoire.

Le parti se forme par l'adhésion d'individus à une théorie et à un ensemble de positions politiques définies, excluant non seulement les positions représentant directement ou indirectement la classe adverse, mais toute autre interprétation du monde, de la société et de l'histoire.

Fondé sur un programme universel de subversion sociale, le parti est en conséquence le seul organe prolétarien qui, en toutes situations, dépasse les points de vue étroits de catégorie, les différences locales et nationales; il lutte comme expression authentique d'une classe dont la force historique n'est concevable et ne peut se manifester dans les faits que si elle se présente unie internationalement au combat contre le régime capitaliste.

Le parti représente et assure la continuité historique de l'organisation prolétarienne au travers des fluctuations de la lutte des classes, il revendique la théorie révolutionnaire du prolétariat et défend les positions politiques prises par le mouvement dans les phases successives de sa lutte.

Le rôle de l'avant-garde organisée en parti est un rôle de coordination et de direction effectives de la lutte prolétarienne: il va de la prouogation de la doctrine marxiste aux mots d'ordre politiques et jusqu'à l'organisation de la lutte armée pour la destruction de l'Etat capitaliste, dans les organismes politiques des masses suscités lors des crises révolutionnaires.

Ces organismes ont toujours représenté un dépassement par la classe ouvrière des simples revendications économiques: ils expriment ce fait qu'elle met en cause et s'attaque au régime exploiteur en tant que tel. L'expérience a prouvé que non seulement l'existence des organismes politiques de masse est limitée, comme l'est l'intervention des masses elles-

mêmes dans la crise politique, mais qu'ils ne peuvent, livrés à eux-mêmes, avoir une conscience claire des buts et des moyens de la lutte. Seule l'action constante du parti en leur sein peut leur permettre d'atteindre cette conscience; dans le cas contraire, et après une brève période d'agitation révolutionnaire, ils disparaissent ou sont même utilisés par l'ennemi de classe (Allemagne).

Le rôle de l'avant-garde après la prise du pouvoir a été expérimenté de la manière la plus complète en Russie. Les enseignements à ce sujet sont limités à une situation historique absolument originale déjà lors de la première guerre impérialiste et qui ne se représentera plus jamais. Ils doivent être examinés dans la perspective moderne définie par la concentration économique, le développement de la technique et des formes totalitaires et par leur influence sur le prolétariat.

La dictature du prolétariat s'exerce sur une classe vaincue, mais non supprimée encore. La résistance des classes, les nécessités de la lutte révolutionnaire internationale, rendent l'Etat nécessaire; ce fait suppose la persistance du rôle coordinateur et dirigeant du parti dans le régime post-insurrectionnel. Mais il est tout à fait erroné de déduire de cette fonction du parti la conclusion qu'il est lui-même un organe de pouvoir. « Le pouvoir du seul parti révolutionnaire » n'est pas du tout l'antithèse de la formule démocratique bourgeoise de la « juste représentation de tous les partis », car une telle antithèse se présente déjà dans la forme totalitaire de la domination capitaliste, fascisme ou stalinisme. « La dictature du parti révolutionnaire » n'est pas davantage l'antithèse de la dictature du parti totalitaire capitaliste, car la révolution ne représente pas seulement un renversement radical de la direction politique de classe de la société, mais une transformation profonde des rapports entre la classe dirigeante et ses propres organes de pouvoir.

En régime capitaliste, les rapports entre la classe dirigeante et son Etat peuvent aussi bien être des rapports démocratiques que de rapports de contrainte. Pour le prolétariat, ces rapports entre la classe et son Etat ne sont plus des rapports démocratiques mais ils ne peuvent être non plus des rapports de contrainte. Il n'y a pas de rapports démocratiques là où il n'y a pas de « délégation de pouvoirs » à cet Etat, où il n'y a pas de séparation entre organes délibératifs et organe exécutifs, où les actes de pouvoir, à tous les échelons, ne sont pas dépendants de consultations électorales formelles, mais de l'intervention des couches les plus actives, conscientes et décidées des prolétaires. Mais ils ne peuvent être des rapports de contrainte de par la fonction même de cet Etat qui est de créer les conditions de son dépérissement. Ces conditions résident dans la transformation socialiste de l'économie, l'extension mondiale de la révolution. Elles ne peuvent être réalisées que par l'intervention révolutionnaire des masses sans laquelle toute mesure socialiste serait complètement illusoire et qui s'exerce, dès le début, au travers des organes de pouvoir et d'organisation de la vie sociale. C'est donc le rôle de l'Etat prolétarien qui exclut non seulement toute dictature du Parti révolutionnaire mais dénie à celui-ci tout caractère d'organisme de pouvoir.

La dictature du Parti signifie l'établissement de rapports de contrainte entre la classe et l'Etat ouvrier: elle ne peut que traduire un recul de la révolution et doit, dans ces conditions, entraîner la transformation de

l'appareil de pouvoir en un mécanisme bureaucratique, le détachement entre l'Etat et le Parti d'une part, et le prolétariat de l'autre, la bureaucratization du Parti lui-même.

C'est ce qui est advenu en Russie sous la pression d'une situation intérieure et internationale défavorable.

La fonction de coordination et de direction propre au Parti ne peut avoir un sens que si elle s'exerce au sein des organismes de masse: elle se présente ainsi comme celle de la fraction prolétarienne dont l'influence est prépondérante dans ces organismes. Elle se manifeste à tous les échelons de la vie sociale, dans les mesures politiques et économiques prises par les organes de pouvoir, mesures qui supposent l'élévation progressive du niveau politique des masses à celui du programme et des positions de l'avant-garde.

En ce qui concerne les mesures économiques de la dictature du prolétariat, le programme de l'avant-garde révolutionnaire ne peut pas non plus se limiter à une simple réédition de l'expérience russe. Dans ses différentes phases de « contrôle ouvrier », « communisme de guerre », « NEP », « capitalisme d'Etat », celle-ci traduit à la fois l'influence de conceptions traditionnelles non vérifiées par la pratique, de la situation particulière de la Russie, d'une évolution défavorable du rapport de forces internationale. Après cette expérience, et se fondant sur l'évolution du système capitaliste, l'avant-garde devra montrer comment la nationalisation de l'industrie, la planification, la nationalisation du sol, sont des mesures réalisées par le capitalisme lui-même. L'économie de la société de transition réalisera la suppression de l'exploitation de la force de travail. Au principe capitaliste de sa rétribution suivant la quantité de produits nécessaires à son entretien, elle substituera le principe de la rétribution selon la quantité de produits fournis à la société, en attendant que le développement de la production permette de passer au stade communiste: « chacun selon ses possibilités, à chacun selon ses besoins ». A l'appropriation du surtravail par une minorité, elle substituera la détermination de la partie accumulée du produit social par le réseau d'organismes prolétariens de pouvoir, à la gestion d'une minorité exploitrice, la gestion des ouvriers au travers de ces organismes, à la planification bureaucratique, la planification par le réseau local et international d'organismes de masse. A l'échelle de l'entreprise, elle substituera à la direction toute-puissante du « directeur-technicien », l'organisation de la production par les ouvriers eux-mêmes.

Un tel programme n'a rien d'utopique: la possibilité de renverser le régime capitaliste ne réside pas dans une espèce de « capacité de révolte » des ouvriers; si le prolétariat est réellement la classe appelée à succéder historiquement à la classe capitaliste, à fonder un nouveau type de société, c'est qu'il est **effectivement capable** de lui succéder dans tous les domaines. Les conditions pour le développement de la culture technologique des ouvriers, de leurs facultés d'organisation et, en période révolutionnaire, de leur conscience politique, c'est le capitalisme lui-même qui les créa. Un exemple relativement récent, dans un pays arriéré et dans des conditions politiques défavorables, celui de l'Espagne en 1936, a illustré la capacité du prolétariat à gérer lui-même la production.

Du point de vue de l'organisation des forces productives, un tel

programme ne représente nullement un retour en arrière : la concentration la planification, que le capitalisme a développées, ont un caractère de classe bien défini; c'est non en les niant, mais en changeant radicalement ce caractère, qui se manifeste d'ailleurs même du point de vue technique, que l'économie socialiste représentera un stade supérieur des formes de production. Aussi, le programme prolétarien n'a rien à voir avec les conceptions anarchistes et syndicalistes d'organisation spontanée, fédéralistes, décentralisée, de l'économie, organisation qui laisse chaque entreprise, chaque groupe de producteurs se débrouiller comme ils l'entendent, et aboutit en fait (voir encore l'Espagne 1936) soit au retour à des formes précapitalistes (agriculture) soit à des méthodes capitalistes de rétribution et de concurrence entre entreprises.

Le programme de la nouvelle avant-garde devra tout d'abord se débarrasser d'une série de positions qui ont été défendues par la III^e Internationale, et qui, soit étaient fausses à l'époque, soit ont changé de signification depuis. Ainsi la tactique du « front unique », le mot d'ordre de l'indépendance nationale des pays coloniaux, celui du partage des terres ne peuvent actuellement qu'accroître la confusion des ouvriers et accentuer l'emprise idéologique des courants réactionnaires de la classe.

Reprenant la critique de la démocratie bourgeoise, faite par Lénine, mais surtout en insistant sur la transformation totalitaire de cette démocratie, l'avant-garde rejettera toute forme de parlementarisme ou de participation « révolutionnaire » aux élections. Sur quelque terrain que ce soit, elle défendra résolument une position anti-collaborationniste et combattra donc toute participation à un organisme étatique (Comités d'entreprise, de « gestion », organismes de culture, de loisirs, etc..)

La transformation des syndicats en organisme de gestion de la force de travail par l'Etat sera le fondement de son attitude de dénonciation de cet appareil bureaucratique. Par sa critique théorique et politique, par sa participation aux luttes ouvrières, l'avant-garde s'emploiera à soulever devant les travailleurs la nécessité de la reconstruction de leurs organismes autonomes de lutte et appuiera toutes les initiatives qui, dans ce sens, se feront jour dans la classe.

Les formes de ces organismes, comme aussi les moyens de lutte ne pourront être précisés qu'à travers l'expérience actuelle et à venir de la classe ouvrière. Il est cependant indispensable d'affirmer dès maintenant la valeur positive des luttes ouvrières contre l'exploitation, même sous leurs formes les plus élémentaires. Le fait que la plupart du temps et dès qu'elles atteignent une certaine ampleur, ces luttes sont ou tendent à être intégrées dans le conflit russo-américain ne signifie nullement que des luttes autonomes soient toujours et partout impossibles.

Une des tâches les plus importantes et les plus urgentes de l'avant-garde dans la situation actuelle sera de relier, à l'échelle internationale et sur la base d'un programme dont il est déjà possible de définir les points essentiels, les organisations et les militants qui luttent sur des positions internationalistes et révolutionnaires.

Mai 1950.

Vega, Camille, Jean Dominique, André,
Marice, Gaspard, Marcel.

NOTES

LA SITUATION INTERNATIONALE COREE : FIN DE LA GUERRE FROIDE

La capacité d'une direction révolutionnaire se mesure à son aptitude à juger de la signification profonde des grands événements internationaux qui constituent la trame concrète de l'évolution historique dans laquelle le prolétariat révolutionnaire doit s'insérer comme force indépendante et consciente.

Les événements de Corée viennent de mettre à nu ce fait — dont jusqu'ici on ne pouvait avoir qu'une compréhension théorique — qu'il n'existe actuellement plus la moindre organisation révolutionnaire se réclamant du marxisme qui puisse prétendre à jouer ce rôle de direction révolutionnaire. En effet, face à l'extraordinaire confusion et à l'extraordinaire aveuglement des classes dirigeantes en présence des événements qu'elles ont déclenchés, mais qui les dépassent de loin, les prétendues directions révolutionnaires n'ont pu faire que la preuve concrète de leur impuissance et de leur stérilité idéologique.

Nous ne prendrons comme exemple que la « prise de position » de « La Vérité », organe central de la section française de la IV^e Internationale, dans son numéro daté « 2^e quinzaine de juin », sous la signature de M. Blanchard, qui n'est autre qu'un membre éminent du Secrétariat International. Dans cet article d'une centaine de lignes, en dehors d'un maigre historique de la « question coréenne », les prolétaires sont gravement informés qu'« il est évident que la guerre de Corée ne sera nullement le signal d'une conflagration générale. Elle n'est qu'un conflit localisé dans le genre du blocus de Berlin (sic) qui aboutira sans doute à une conclusion localisée. Nous devons nous habituer à ces conflits (!) qui, comme les pourparlers engagés périodiquement, font dorénavant partie de la stratégie de la guerre froide... La politique de la bureaucratie soviétique donne une fois de plus un coup de poignard dans le dos des partis communistes engagés partout dans le monde dans une campagne dont les deux thèmes (« lutte pour la paix », « la paix mondiale ne tient qu'à un fil ») viennent d'obtenir une réputation flagrante en Corée » (re-sic).

Voilà à quelles pauvres absurdités aboutit la « science marxiste-léniniste » (comme diraient leurs amis yougoslaves) des dirigeants de cet « Etat-Major de la révolution mondiale ». Il est vrai que (en quatrième page) « La bataille ... pour le départ des brigades bat son plein dans toute la France » et que c'est probablement à cette ba-